



Monsieur le directeur académique,

Le Sgen-CFDT Normandie s'emploie en général, du mieux qu'il le peut, à n'aborder en comité social d'administration que les sujets de la compétence de l'instance, académique ou départementale, sujets qui – parfois - portent sur la mise en œuvre de projets de la compétence de CSA ministériels. La situation du pays depuis le 7 juillet nous amène aujourd'hui à sortir de ce cadre.

L'extrême droite a été aux portes du pouvoir en France. L'extrême droite antiféministe, qui estime que « les mères au foyer sont peut-être mieux à la maison à s'occuper des enfants » (député Rassemblement National, septembre 2023), qui estime que les femmes ont recours à des interruptions volontaires de grossesse de confort. L'extrême droite qui fustige l'immigration, tout en s'appelant Bardella (les mauvais immigrés, c'est les autres). L'extrême droite raciste, homophobe, qui nie à l'autre le droit d'exister quand il ne rentre pas dans son moule, comme en Italie où l'on rectifie les actes de naissance d'enfants qui ont deux mamans. L'extrême droite qui, au pouvoir, remettrait à après-demain la question de la transformation écologique, que nous aurions déjà dû embrasser hier. L'extrême droite anti-démocratique qui, lorsqu'elle s'en saisit, s'empresse toujours d'installer un pouvoir autoritaire, qu'elle n'accepte pas de rendre. L'extrême droite qui, en tout temps et en tous lieux, pour régler les problèmes des femmes et des hommes, passe son temps à chercher des bouc-émissaires plutôt qu'à trouver des solutions.

Le pouvoir exécutif porte une lourde responsabilité. Après le « votre vote m'oblige » du président de la République en avril 2022, après avoir piétiné celles et ceux qui n'étaient pas de son avis sur la réforme des retraites, sur la loi immigration, sur la réforme de l'assurance chômage, après avoir, dans nos champs professionnels aussi, fait la course à l'échalote avec l'extrême droite, en imposant dans la précipitation son chaos des savoirs largement inspiré du programme du Rassemblement National de 2022, la majorité présidentielle ne peut pas faire semblant de s'étonner de la situation.

Nous sommes passés pas loin de la catastrophe mais, pour les jours et mois qui viennent, nous ne sommes pas sereins pour autant. Pour, a minima, la prochaine année, aucune majorité ne se dessine avec une réelle possibilité de gouverner et nous sommes bien placés, en tant qu'élus CFDT, pour savoir que la culture du compromis est loin d'être partagée en France. Il ne reste donc que la probabilité forte de changements incessants de personnes au pouvoir jusqu'aux

prochaines échéances électorales. Et clairement nous ne voulons pas revivre dans un ou trois ans, ce que nous venons d'éviter il y a 3 jours. Si l'on s'en refaire aux spécialistes de tout bord, la montée du RN est en particulier dû à l'exercice vertical du pouvoir et à l'impression pour les français de ne pas être écoutés. Et ce travers nous le constatons aussi dans l'Education Nationale y compris dans notre département que ce soit dans le premier degré sur la limitation à 24 en GS, CP et CE1, les dédoublements, la prise en compte des QPV ou des TER mais aussi dans le 2nd degré notamment en collèges sur la mise en place sans aucune souplesse des groupes de niveau, pardon de « besoin ». Jouer sur le lexique ne change pas le fonds du problème, on impose d'en haut et en bas on écope...

Ce fonctionnement mêlé d'impréparation et de besoin de communiquer au plus vite qui prévaut depuis 2017 et l'arrivée de J.M. Blanquer au ministère avec en point d'orgue le protocole Ibiza doit cesser. Il est mortifère pour toute la profession et doit laisser place en particulier dans les instance à une véritable dialogue social plus productif qu'une écoute plus ou moins attentive avec la seule ambition de faire passer en force les réformes ministérielles.